



Luxembourg, le 06 AOUT 2025

AlphaBau Sarl
Monsieur Edgar Krings
11, Gällewee
L-9749 Fischbach

N/Réf. : 99222-M1

V/Réf. : KS/U0057-19/LT21-002

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1er août 2018 ;

Considérant la 1^{re} demande de prorogation réceptionnée le 13 juin 2025 de la part de AlphaBau Sarl ayant pour objet la prorogation de la décision ministérielle n° 99222 du 13 juillet 2021 ;

Considérant la décision ministérielle n° 99222 du 13 juillet 2021 ayant pour objet l'installation d'un dépôt temporaire dans le cadre de la construction d'une station d'épuration sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Clervaux, section CA de Clervaux, sous le numéro 576/828 ,

Arrête :

Article unique

La prorogation est accordée pour le durée d'une année.

Informations

Toutes les conditions de la décision ministérielle n° 99222 du 13 juillet 2021 restent entièrement applicables.

En vertu de l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier.

Recours

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être introduit devant le Tribunal administratif. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Transmission

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement